

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63 000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 10/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AIR PRODUCTS

27 RUE DE LA RIBEYRE
15 500 Massiac

Références : 20260310-RAP-63-0190-Insp-AIRPRODUCTS-Massiac
Code AIOT : 0005600144

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement AIR PRODUCTS implanté 27 RUE DE LA RIBEYRE – 15 500 Massiac. L'inspection a été annoncée le 09/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC) de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR PRODUCTS
- 27 RUE DE LA RIBEYRE 15 500 Massiac
- Code AIOT : 0005600144
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement AIR PRODUCTS est situé en périphérie de la ville de Massiac en rive droite de la rivière Alagnon.

Historiquement, le site a accueilli une fonderie d'antimoine. En 1934, la Société des Gaz de l'Air (SAGA) s'installe sur ce site pour la production d'acétylène, à partir de carbure de calcium, et le conditionnement de gaz de l'air. En 2011, la SAGA vend son activité à la société AIR PRODUCTS France.

Cette dernière arrête l'activité de production d'acétylène en 2012 et utilise ce site pour la requalification périodique des bouteilles de gaz qu'elle utilise en France et en Belgique (contrôles, épreuves et mises en peinture). Ce site sert également de base logistique pour les bouteilles de gaz d'AIR PRODUCTS.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- NATECH
- Équipement sous pression
- Bruits et vibrations
- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20 et 21	Demande d'action corrective	6 mois
11	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 07/12/2004, article 6.1, 9.2 et 10.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Incidents / Accidents	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R512-69	/	Sans objet
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
5	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Dossier d'exploitation des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I	/	Sans objet
7	Requalification périodique (suivi avec plan d'inspection)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13-V	/	Sans objet
8	Visite de terrain – marquage	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4	/	Sans objet
9	Émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 07/12/2004, article 11.1.3	Demande d'action corrective	Sans objet
10	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 07/12/2004, article 4.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection, menée sur des thématiques différentes (conformité des installations électriques, mis en œuvre de dispositifs de protection contre la foudre, suivi en service des équipements sous pression, autosurveillances des émissions sonores, des rejets atmosphériques et des rejets aqueux), montre une bonne connaissance et bonne maîtrise de la réglementation ICPE.

Seules deux actions correctives sont demandées :

- la mise à jour du plan des réseaux aqueux du site et
- la finalisation de la démarche de protection contre le risque foudre (vérification initiale).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents / Accidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2026, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des</p>

<p>éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme l'absence d'incident ou d'accident survenus récemment sur son site de Massiac.</p> <p>L'inspection précise que depuis le 1er janvier 2026, la déclaration d'incident ou d'accident au sein d'une ICPE devra se faire sous forme dématérialisée sur le site https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939</p> <p>Les informations saisies permettront d'établir un classement provisoire de l'événement en accident ou en incident.</p> <p>Cette déclaration concerne en particulier les événements relevant du risque accidentel impliquant un ou plusieurs phénomènes dangereux (incendie, explosion, déversement de substances dangereuses ou polluantes...), mais aussi les événements portant atteinte à l'intégrité d'un équipement. Les accidents du travail sans phénomène dangereux associé ne sont donc pas concernés par cette démarche.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 20/03/2026
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>« L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par</p>

<p>les matières entreposées.</p> <p>« Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>En préparation de la présente visite d'inspection, l'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification des installations électriques (rapport Bureau Véritas du 23/01/2026). Celui-ci fait état de 5 observations sans degré d'urgence. Les attestations Q18 et Q19 sont également fournies. Elles concluent que l'installation électrique du site AIR PRODUCTS de Massiac ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>Concernant l'analyse et le traitement des observations formulées par l'organisme de contrôle, l'exploitant confirme que l'organisation mise en place et présentée lors de la précédente visite d'inspection reste en vigueur. Le responsable de maintenance du site de Massiac analyse les observations formulées, puis planifier les actions correctives en interne ou en externe via la passation d'une commande auprès d'une entreprise spécialisée.</p> <p>Les observations formulées par l'organisme de contrôle sont en diminution</p> <ul style="list-style-type: none"> • 14 observations en 2024, • 10 observations en 2025, • 5 observations en 2026. <p>L'exploitant confirme la faisabilité de traiter l'ensemble des observations avant la campagne 2027.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Étude technique foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conformément à la demande formulée lors de la précédente visite d'inspection (05/03/2025), l'exploitant a procédé à la mise à jour de l'analyse du risque foudre du site (rapport APAVE du 17</p>

juin 2025), puis à la mise à jour de l'étude technique foudre du site (rapport APAVE du 06 août 2025).

Les documents ont été transmis à l'inspection. L'étude technique foudre préconise la mise en place d'une mesure de prévention (interdiction des opérations de dépotage en période orageuse) et l'installation de dispositifs de protection contre la foudre (parafoudres notamment).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20 et 21

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de protection et Vérification périodique

Prescription contrôlée :

Article 20 :

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation.

Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

Article 21 :

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

Constats :

L'exploitant indique avoir mandaté une entreprise spécialisée pour l'installation des dispositifs de protection préconisés par l'étude technique foudre.

À la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis un justificatif de l'installation des dispositifs de protection (PV de réception sans réserve, daté du 04/03/2026).

En complément, l'exploitant indique être en cours de consultation pour la prestation de vérification initiale et confirme avoir pris note des exigences de la réglementation (vérification

complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre le rapport de vérification initiale dès sa validation. Si des observations sont formulées, engager les actions de remise en état dans un délai maximum d'un mois. Prévoir, à fréquence annuelle, la vérification des dispositifs de protection contre la foudre (en alternant vérification visuelle et vérification complète).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu de la liste des équipements sous pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20/11/17, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant dispose de 2 listes pour le recensement des équipements sous pression soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel précité, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> • une liste regroupant 15 ESP constitutifs des 5 cuves cryogéniques du site <ul style="list-style-type: none"> ▪ 5 récipients à double parois isolés sous vide suivis avec un plan d'inspection ▪ 10 vaporisateurs haute pression suivis avec un plan d'inspection • une liste regroupant les autres ESP du site <ul style="list-style-type: none"> ▪ 3 cuves de propane suivi par ANTARGAZ ▪ 1 cuve d'air tampon Les tuyauteries du site AIR PRODUCTS de Massiac ne sont pas soumises au suivi en service. Les 2 listes présentées sont conformes en termes de rubriques. Aucun écart n'est signalé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dossier d'exploitation des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Dossier d'exploitation
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication : <ul style="list-style-type: none">- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation : <ul style="list-style-type: none">* pour tous les équipements :<ul style="list-style-type: none">- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;* en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;* pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;
Constats : La vérification documentaire des dossiers d'exploitation est réalisée par sondage sur 3 dossiers sélectionnés par l'inspection. Le choix est porté sur des équipements ayant récemment fait l'objet d'une opération de requalification, à savoir : <ul style="list-style-type: none">• ESP N° 14772, 420 bars, 22,5 litres, année 2012• ESP N° 339, 420 bars, 16,45 litres, année 2007• ESP N° 536, 400 bars, 6 litres, année 2012 Les 3 dossiers examinés en réunion d'inspection sont parfaitement complets (attestation CE, notice CE, certificat des accessoires de sécurité, registre de suivi, PV d'inspection, attestations de requalification et plan d'inspection. Il est précisé que l'ensemble des dossiers d'exploitation est tenu sous la forme de documents

numériques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Requalification périodique (suivi avec plan d'inspection)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13-V
Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence de requalification périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la mise en service ou de la dernière requalification périodique.</p> <p>Les plans d'inspection ne peuvent pas prévoir des intervalles séparant deux inspections ou deux requalifications périodiques consécutives supérieurs à, respectivement, 6 et 12 ans, à l'exception des tuyauteries pour lesquelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la période maximale entre les inspections périodiques est laissée à l'initiative de l'exploitant dans le cadre de ses procédures ; - la période maximale entre les requalifications périodiques est définie dans un guide approuvé. <p>Pour les équipements installés dans des unités où sont présents des équipements contenant un catalyseur, les intervalles peuvent être portés à, respectivement, 7 et 14 ans. Cet aménagement d'échéance est également applicable aux équipements des unités amont et aval de celles-ci, si ces unités ne disposent pas de capacité de stockage tampon suffisante permettant leur maintien en service pendant la durée prévue pour l'arrêt. Cet aménagement n'est pas applicable aux unités de production de fluides de type Utilités.</p>
<p>Constats :</p> <p>À la lecture des 2 listes ESP de l'exploitant (fiche de constat N°5), aucun retard de requalification périodique n'est constaté. L'exploitant a notamment procédé à une campagne de requalification des 10 vaporisateurs haute pression le 21/08/2025 en anticipation d'une échéance prévue en janvier 2026.</p> <p>Les attestations des requalifications périodiques des 3 ESP ayant fait l'objet d'un contrôle documentaire (fiche de constat N°6) sont demandées en réunion d'inspection. Aucun écart n'est constaté. Les opérations de requalification font référence au plan d'inspection Vapo HP CE-PI-Rev 0 et au cahier technique professionnel CTP N°152-02 D / 2019.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Visite de terrain – marquage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des marquages (identité et marque de requalification périodique)
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant définit les conditions d'utilisation de l'équipement en tenant compte des conditions pour lesquelles il a été conçu et fabriqué.</p> <p>Sauf en cas d'application des dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant, en particulier celles figurant sur l'équipement ou sa notice d'instructions, sont respectées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 15 ESP constitutifs des 5 cuves cryogéniques du site sont vus lors de la visite de terrain.</p> <p>Les marquages clôturant les opérations de requalifications sont visualisés sur les équipements. Les derniers marquages opposés par l'OH APAVE (21/08/2025) sont réalisés par étiquette comme précisé dans les attestations de requalification.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Émissions sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2004, article 11.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Émissions sonores</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au plan de la Figure 2 ci-après qui fixent les points de contrôle et au Tableau 3 qui fixe les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.</p> <p>Les émissions de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs fixées dans le Tableau 4 dans les zones à émergence réglementée.</p>
<p>Constats :</p> <p>En préambule, l'inspection rappelle les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le dernier rapport de surveillance acoustique du site (rapport SOCOTEC du 24/07/2023) a mis en évidence plusieurs dépassements en limite de propriété ; • Les valeurs limites admissibles fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site sont, en limite de propriété, nettement plus strictes que les valeurs limites usuelles. A savoir : <ul style="list-style-type: none"> ▪ En période diurne, les VLE sont fixées à environ 52 dB(A) selon les points de mesure (contre 70 dB(A) dans le cadre général) ▪ En période nocturne, les VLE sont fixées à environ 43 dB(A) selon les points de mesure (contre 60 dB(A) dans le cadre général) • Au regard des dépassements, l'exploitant a fait réaliser une étude acoustique complémentaire par un bureau d'étude spécialisé pour localiser et caractériser les zones de bruits (rapport ALFACOUSTIC du 03/11/2023) ;

- Cette démarche a permis de mettre en œuvre des mesures d'atténuation (pose de manchettes isolantes, adaptation des paramètres du cyclofiltre et pose d'un mur anti-bruit) ;

Concernant les demandes de l'inspection formulées lors de la précédente inspection, l'exploitant confirme avoir effectué des mesures de contrôle en interne qui montrent un gain d'environ 10 dB(A) et d'avoir préconisé une ouverture graduée des bouteilles de gaz lors des procédures de purge.

La prochaine campagne de surveillance acoustique du site AIR PRODUCTS de Massiac est programmée en mai 2026.

Transmettre le rapport de surveillance acoustique 2026 dès sa validation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2004, article 4.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

Article 4.3.1 : Rejets canalisés

	Débit d'extraction en m ³ /h
Cabine de peinture	16000
Unité de désolvatation	3500
Cabine de séchage	1000

Article 4.3.1.1 : Valeurs limites de rejet

Les gaz issus des extractions de l'atelier de peinture définies dans le paragraphe 4.3.1 doivent respecter les valeurs limites maximales en concentration indiquées dans les tableaux suivants :

Paramètres	Four de séchage	Cabine de peinture et unité de désolvatation
Poussières	100 mg/m ³ (1)	100 mg/m ³ (2)
COV non méthaniques exprimés en carbone total	100 mg/m ³ (1)	100 mg/m ³ (2)
Oxyde d'azote en équivalent NO ₂	400 mg/m ³ (1)	/
Oxyde de soufre en équivalent SO ₂	35 mg/m ³ (1)	/

Article 4.3.1.2 : Autosurveillance des rejets canalisés

L'exploitant fera réaliser au moins une fois tous les trois ans, une mesure sur le débit et sur les concentrations de l'ensemble des paramètres définis dans le paragraphe 4.3.1.2.

Article 4.3.1.2 : Conditions d'exploitation

Le fonctionnement de la chaîne de peinture sera asservie au fonctionnement efficace de l'extraction. En cas d'arrêt de la chaîne de peinture l'extraction sera maintenue le temps nécessaire pour éviter toute accumulation de solvant dans l'installation pouvant générer une atmosphère explosible.

Constats :

L'exploitant confirme la présence de dispositifs de collecte et de canalisation des émissions au droit des 3 équipements de la chaîne de peinture (cabine de peinture, unité de désolvatation et cabine de séchage). Le fonctionnement de la chaîne de peinture est conditionné au fonctionnement des extractions d'air.

Concernant l'obligation d'autosurveillance, l'exploitant indique avoir programmé la prochaine campagne de surveillance des émissions des rejets canalisés en mars 2026 avec le prestataire SOCOTEC. Pour mémoire, le dernier rapport d'autosurveillance faisait état d'une installation conforme (rapport SOCOTEC du 05/06/2023).

Transmettre le rapport de surveillance des rejets atmosphériques 2026 dès sa validation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2004, article 6.1, 9.2 et 10.3

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

Article 6.1 : Réseau de collecte

Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

Le réseau de collecte des effluents est à l'origine de type unitaire. L'exploitant tient à jour un plan de l'ensemble de ces réseaux de collecte.

Article 9.2 : Eaux traitées par la STEP communale

Les caractéristiques du rejet industriel au réseau d'eaux usées de la commune de MASSIAC, sans préjudice d'une convention au titre de l'autorisation de raccordement au réseau public, pouvant les fixer par ailleurs, devront respecter les critères suivants :

- Débit annuel : $\leq 15\,000\text{ m}^3$
- DCO : concentration : $\leq 2\,000\text{ mg/l}$ (NF T 90 101)
- DBO₅ : concentration : $\leq 800\text{ mg/l}$ (NF T 90 103)
- MEST : concentration : $\leq 600\text{ mg/l}$ (NF T 90 105)
- Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l (NF EN ISO 25 663)
- Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l (NF T 90 023)

Article 10.3 :

Afin de s'assurer du respect des valeurs limites définies à l'article 9.2, l'exploitant doit faire procéder au moins tous les trois ans, par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le ministère chargé de l'environnement), à la mesure du débit et des concentrations des paramètres définis à ce même article sur chacun des deux points. Les flux émis par l'exploitant seront estimés par différence entre les deux mesures.

Les résultats de ces différentes analyses doivent être conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée d'au moins 10 ans.

Constats :

Tous les effluents aqueux du site sont dirigés vers la station d'épuration communale via le réseau communal qui traverse le site AIR PRODUCTS, à l'exception des eaux pluviales issues de la toiture du bâtiment « remplissage » qui sont rejetées directement dans le cours d'eau L'Alagnon. L'exploitant précise avoir mis en place un obturateur gonflable sur cette section de canalisation, afin d'être en capacité de protéger le cours d'eau dans une situation d'incendie du bâtiment « remplissage ». L'ordre de fermeture s'effectue à distance par téléphone.

Le plan des réseaux aqueux à disposition de l'inspection est daté du mois d'octobre 2011 et représente des installations aujourd'hui démantelées (station de lavage des véhicules).

Concernant l'obligation d'autosurveillance, l'exploitant indique avoir programmé la prochaine campagne de surveillance des rejets des eaux traitées par la STEP en mai 2026 avec le prestataire SOCOTEC. Pour mémoire, le dernier rapport d'autosurveillance faisait état d'une installation conforme (rapport SOCOTEC du 23/06/2023).

Transmettre le rapport de surveillance des rejets aqueux 2026 dès sa validation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mettre à jour le plan des réseaux aqueux du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois